



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Interrégionale des Services  
Pénitentiaires de Bordeaux (Région Nouvelle  
Aquitaine)**

**188 rue de Pessac – CS 21509  
33 062 BORDEAUX CEDEX  
Tél : 05 54 52 84 00**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**Marché n° 25DISPBX006**

***EXTERNALISATION DES REPAS DU CENTRE DE DETENTION D'EYSESSES***

***Appel d'offres ouvert (Article L.2124-2 du Code de la commande publique)***

**DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES : 23/09/2025 à  
17H30**

### **Imputations budgétaires :**

Code CPV : 75231230  
Activité : 010703010303  
Domaine fonctionnel : 6118200000  
Groupe de marchandise : 41.04.01  
Axe d'analyse 1 : 10-AP1070121-EXTER  
Axe 2 : MR  
Centre financier : 0107-F001-0001

**Charte**        
RELATIONS FOURNISSEURS  
ET ACHATS RESPONSABLES  
**SIGNATAIRE**

## TABLE DES MATIERES

<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
1. OBJET DU MARCHÉ.....	3
2. NATURE, FORME DU MARCHÉ ET PROCEDURES.....	3
3. ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ .....	3
4. ACHETEURS ET INTERVENANTS AU MARCHÉ .....	3
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4. BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5. DELAIS D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6. CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>6</b>
1. DISPOSITIONS GENERALES.....	6
2. REGLES DE SECURITE ET CONFIDENTIALITE .....	6
3. LIEU D’INTERVENTION ET PROCEDURE DE COMMANDE.....	8
4. OBLIGATION DU TITULAIRE.....	8
<b>ARTICLE 7. OPERATION DE VERIFICATION .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 8. ASSURANCES ET RESPONSABILITES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9. AVANCE FORFAITAIRE ISSUE DE L’ARTICLE R.2191 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10. PRIX DU MARCHÉ ET MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11. PENALITES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 12. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 13. RESILIATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 14. LITIGES.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 15. PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES » .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 16. ACTION D’INSERTION SOCIALE .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 17. DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 18. DEROGATION AU CCAG-FCS .....</b>	<b>16</b>

## **Article 1.**

### **Objet du marché – Dispositions générales**

#### **1. Objet du marché**

Le présent marché a pour objet l'externalisation des repas du Centre de détention d'Eysses. Des travaux sont prévus dans les locaux de la cuisine du Centre de détention d'Eysses ; ce chantier exige l'arrêt total de la production pour la période du **XX mois 202X au XX mois 202X inclus**. L'Administration pénitentiaire fait appel à un prestataire extérieur pour assurer la fabrication et la livraison des repas dues aux personnes placées sous-main de justice et incarcérées dans l'établissement.

Le titulaire du marché s'engage à démarrer la prestation le **XX mois 2025** pour assurer la production et livraison de X repas jour (X midi, X soir), l'effectif peut fluctuer selon les entrées et sorties, le nombre des repas sera communiqué chaque semaine par la Centre de détention d'Eysses, en cas de dépassement des délais d'achèvement des travaux, une option de prolongement de la prestation sera exigée.

#### **2. Nature, forme du marché et procédures**

Le présent marché formalisé est mono-attributaire. Il est passé sous forme d'un appel d'offres ouvert et demeure soumis aux dispositions des articles L.2124-1 et R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique.

Il est passé sans minimum conformément aux dispositions de l'article R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les titulaires sont classés à l'issue de l'analyse des offres dans le cadre de la consultation du présent accord cadre et dans les critères annoncés à l'article 6.2.1 du règlement de consultation.

#### **3. Allotissement du marché**

Le marché n'est pas alloti.

#### **4. Acheteurs et intervenants au marché**

Le pouvoir adjudicateur :

Le Ministère de la Justice,

la Direction de l'Administration Pénitentiaire,

le Directeur interrégional des Services Pénitentiaires de Bordeaux, F. LINARES,

188 rue de Pessac,

CS 21509,

33062 Bordeaux Cedex,

05. 54 52 84 00

SIRET : 173 301 201 00211.

L'établissement bénéficiaire :

Centre de détention d'Eysses  
Rue Pierre Doize- BP 315  
47307 Villeneuve-sur-Lot cedex  
05.53.36.22.35

Personne en charge pour les aspects administratifs, comptables et budgétaires :

Madame ZIMMERMANN  
Econome du Centre de détention d'Eysses  
05.53.36.22.35  
[Economat.cd-eysses@justice.fr](mailto:Economat.cd-eysses@justice.fr) ; [julie.zimmermann@justice.fr](mailto:julie.zimmermann@justice.fr)

Personne en charge des aspects techniques du marché :

Monsieur RAMEAU  
Directeur technique du Centre de détention d'Eysses  
05.53.36.22.14  
[st.cd-eysses@justice.fr](mailto:st.cd-eysses@justice.fr) ; [jean-michel.rameau@justice.fr](mailto:jean-michel.rameau@justice.fr)

Personne en charge du pilotage du marché :

Madame MARSAT  
Cheffe de l'Unité Achats et Marchés publics  
DISP de Bordeaux  
05 54 52 84 58  
[dbf-uamp.dr-bordeaux@justice.fr](mailto:dbf-uamp.dr-bordeaux@justice.fr) ; [margot.marsat@justice.fr](mailto:margot.marsat@justice.fr)

## **Article 2.**

### **Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

✓ Pièces particulières :

- L'Acte d'engagement (ATTRI1)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Règlement de consultation (RC)
- BPU
- Le mémoire technique du candidat retenu répondant au cahier des clauses techniques particulières (maximum 20 pages, police taille 10, annexes comprises)
- Les bons de commande

✓ Pièces générales (non annexées à la consultation) :

- Le CCAG-FCS en vigueur à la date de la publication du présent appel d'offre.

## **Article 3.**

### **Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée ferme de XX jours consécutifs à compter de la date de notification. La date d'anniversaire du marché est sa date de notification. Le marché est reconductible de manière tacite X fois pour 1 semaine.

Le présent marché prendra effet à compter de sa notification.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie par écrit sa décision au titulaire avant la date de fin de validité du marché avec un préavis d'une semaine.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

## **Article 4.**

### **Bons de commande**

La période ferme de X semaines fait l'objet d'un bon de commande unique, établi pour la période restant à courir à compter de sa prise d'effet.

Les périodes reconductibles feront l'objet de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'administration. Seuls les bons de commande signés et validés par le service bénéficiaire pourront être honorés par le titulaire. Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les bons de commande établis par le service bénéficiaire et notifiés par écrit au titulaire comportent :

- ✓ Le nom et l'adresse du titulaire
- ✓ La référence du marché (numéro de marché)
- ✓ La date de la commande
- ✓ Le lieu d'intervention
- ✓ Les délais ou date d'exécution de la prestation
- ✓ La désignation des prestations demandées
- ✓ La référence du BPU ou d'un devis
- ✓ Le montant de la TVA
- ✓ Le prix global HT et TTC
- ✓ Le nom et l'adresse de facturation
- ✓ La signature de la personne responsable
- ✓ Toute autre information jugée nécessaire à la commande

## **Article 5.**

### **Délais d'exécution des prestations**

Les délais relatifs à toutes les prestations du marché sont fixés à l'article 2.2 du CCTP.

## **Article 6.**

### **Conditions d'exécution des prestations**

#### **1. Dispositions générales**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché.  
Tous les documents, fiches techniques, correspondances, factures doivent être rédigés en français. L'objet de la prestation, son contenu, ses spécifications techniques et les modalités particulières d'exécution sont définis au sein du CCTP et au sein de la proposition commerciale produite par le titulaire.  
Les produits doivent être livrés à l'adresse figurant sur le bon de commande. Ils doivent être conformes à ceux définis contractuellement.

#### **2. Règles de sécurité et confidentialité**

Les personnels du titulaire ne seront autorisés à pénétrer dans les locaux de l'administration qu'après avoir été notamment agréés et soumis pendant leur prestation aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration, celle-ci peut retirer son agrément à tout moment.

Le titulaire sera réputé connaître toutes les conditions d'interventions propres aux établissements pénitentiaires à la signature de l'acte d'engagement. Il renoncera donc à faire état ultérieurement des difficultés provenant des contraintes en milieu carcéral pour modifier la nature ou le montant de ses prestations.

Obligation d'autorisation préalable pour entrer dans un établissement pénitentiaire :  
En vue de l'obtention des autorisations d'accès, les entreprises devant intervenir dans l'établissement, adresseront au chef d'établissement ou au gestionnaire du site, dans un délai qui ne pourra pas être inférieure à 7 jours avant la date d'intervention, une liste nominative de toutes les personnes appelées à intervenir sur le site.

Les personnes mineures ne sont généralement pas autorisées à entrer dans les établissements pénitentiaires.

Chacune de ces personnes devra fournir au préalable au chef d'établissement, les éléments figurant sur la pièce d'identité nationale.

Des précisions complémentaires seront demandées aux titulaires d'un contrat devant intervenir en permanence de l'établissement.

L'Administration Pénitentiaire délivrera les autorisations nécessaires. Elle se réserve le droit de refuser l'accès à certains personnels de l'entreprise sans que cette dernière ne puisse prétendre à une indemnité ou à une quelconque compensation, l'entreprise devra proposer une autre personne.

Après l'obtention de cette autorisation, les personnels de l'entreprise munis d'un titre d'identité (passeport, ou CNI) pourront se présenter à l'entrée de l'établissement.

#### Références juridiques :

##### *Article D 221-1 du code de procédure pénale*

"Le chef d'établissement doit veiller à une stricte application des instructions relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité dans l'établissement."

##### *Article D 221-3 du code de procédure pénale*

"A ce titre, il prendra les dispositions nécessaires en vue de prévenir les évasions, notamment en ce qui concerne la disposition du chantier, la fermeture des portes ou passages, les circuits de circulation, ainsi que leur éclairage."

##### *Article D 222-2 du code de procédure pénale*

"Une autorisation spéciale est nécessaire pour effectuer à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire, des photographies, croquis, prises de vue et enregistrements sonores, se rapportant à la détention. Cette autorisation peut être délivrée par le Directeur Régional des Services Pénitentiaires pour les établissements se rapportant à sa compétence territoriale, et par le Ministre de la Justice lorsque l'autorisation concerne des établissements sur l'étendue du territoire national.

##### *Article D 222-3 du code de procédure pénale*

"Les personnes étrangères au service d'un établissement pénitentiaire ne peuvent pénétrer à l'intérieur de celui-ci qu'après avoir justifié de leur identité et de leur qualité. La pièce d'identité produite par les personnes peut être retenue pour leur être restituée seulement au moment de leur sortie ».

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire dans les conditions prévues au présent CCAP, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues.

Les observations de l'article 5 du CCAG-FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché. Le non-respect des obligations pourra entraîner la résiliation du marché.

### **3. Lieu d'intervention et procédure de commande**

#### Lieu d'intervention :

Centre de détention d'Eysses,  
Rue Pierre Doize- BP 315  
47307 Villeneuve-sur-Lot cedex  
05.53.36.22.35

#### Procédure de commande :

Concernant la procédure de commande, l'établissement pénitentiaire doit adresser au prestataire par mail dans les 72 heures avant la livraison, sa commande en précisant le nombre de repas, mais également le nombre de repas « sans porc » et le nombre de repas « végétarien ».

Les livraisons interviendront selon les modalités suivantes :

- ✓ Livraison 5 jours sur 7 à partir de 08h30 et jusqu'à 11h00 pour les repas du lendemain
- ✓ La livraison du vendredi doit prévoir les repas des journées du samedi, du dimanche, et lundi midi.

### **4. Obligation du titulaire**

Le prestataire devra fournir quotidiennement le nombre de plats qui lui sera précisé par la Centre de détention d'Eysses. A titre indicatif, la population pénale compte à ce jour X détenus, ce nombre comprendra les régimes médicaux et cultuels. Ce nombre pourra varier en fonction des entrées/sorties. Dans ce cas, l'établissement pénitentiaire sera dans l'obligation de prévenir le fournisseur suivant les modalités prévues au CCTP. Le petit-déjeuner reste à la charge de l'établissement pénitentiaire, tout comme la boisson et le pain.

Le prestataire devra se conformer aux spécificités dans la composition des repas, comme évoqué a point 1.3.1 du CCTP.

Les repas devront être présentés en barquette thermoscellés individuelle à usage unique. Les barquettes doivent être adaptées et conforme à la réglementation en vigueur.

Lors du transport, le prestataire veillera au maintien des températures positives et négatives jusqu'à la remise des plats au Centre de détention d'Eysses.



Le titulaire du marché s'engage à exécuter les prestations commandées en cas de grève, de congés ou de maladie de son personnel. Pour le cas, où il ne pourrait lui-même assurer la prestation, le titulaire s'engage à en informer l'acheteur dans les plus brefs délais.

Dans cette hypothèse, l'administration se réserve le droit de recourir à tout autre moyen à sa disposition pour s'approvisionner à hauteur de ses besoins, aux frais exclusifs du titulaire.

## **Article 7.**

### **Opération de vérification**

Les produits livrés sont examinés quantitativement et qualitativement par le Centre de détention d'Eysses. Les opérations de vérification s'effectuent dans les deux jours ouvrés suivant la date de livraison des fournitures ou de réalisation des prestations. Au terme des vérifications, le Centre de détention d'Eysses peut accepter avec ou sans réfaction, ajourner ou rejeter les produits livrés.

A l'occasion du rejet motivé de la commande, le Centre de détention d'Eysses, se réserve, après avoir invité le titulaire à formuler ses observations, le droit de résilier le bon de commande.

Plus précisément, à l'arrivée des repas au Centre de détention d'Eysses, la personne habilitée contrôlera les quantités livrées au vu du bon de livraison et en le rapprochant du bon de commande. La concordance entre les plats prévus et ceux livrés sera également vérifiée. L'aspect et la présentation du plat sera prise en considération. L'agent vérificateur mesurera les températures à l'arrivée des plats. Toutes les vérifications seront effectuées en présence d'un représentant mandaté par le titulaire.

Selon la réglementation en vigueur, les échantillons des préparations destinés aux analyses par les services compétents seront conservés par le prestataire. Par ailleurs, l'établissement sera dans l'obligation de respecter la date limite de consommation (DLC) des repas qui sera mentionnée sur les barquettes.

## **Article 8.**

### **Assurances et responsabilités**

#### Assurances :

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert ainsi que ses préposés et commettants, par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de la prestation. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il

est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Responsabilité dans l'enceinte de l'établissement :

Le titulaire est responsable des dommages, des accidents, et des dégradations de son fait et de toute nature qui pourraient se produire à l'occasion des prestations dans l'enceinte de l'établissement. Il doit par conséquent être assuré au regard des dommages ayant leur origine dans l'exécution de la prestation, et l'utilisateur d'un véhicule. Les chargements et déchargements des véhicules sont assurés par le personnel du titulaire.

## **Article 9.**

### **Avance forfaitaire issue de l'article R.2191 du Code de la commande publique**

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance ne peut être accordée que lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros (€) hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le titulaire, au sein de l'Acte d'Engagement, et si les conditions du marché le permettent décidera s'il souhaite obtenir l'avance forfaitaire.

## **Article 10.**

### **Prix du marché et modalités de règlement des comptes**

Prix du marché :

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix inscrit au BPU en HT.

Les prix s'entendent en euros, avec au plus 2 décimales, hors taxes, franco de port, d'emballage et d'assurance pour la livraison au Centre de détention d'Eysses.

Les prix hors TVA sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant la prestation.

Le taux de la TVA est de 5,5%.

Le prix retenu au marché est réputé ferme durant la totalité de la période ferme du marché. Ce prix ne fera pas l'objet d'aucune actualisation dans le délai de la période ferme.

La révision des prix n'interviendra qu'à compter de la première reconduction du marché. Cette révision des prix, à la demande du titulaire, ne sera entrainer une hausse du prix d'un pourcentage supérieur à 3%.

L'article R2711-1 du Code de la commande publique relatif aux circonstances exceptionnelles permettra la mise en œuvre de mesure temporaire pour faire face aux situations qu'il expose. Le régime de révision des prix peut être adapté, après acceptation expresse de l'administration.

Ce changement provisoire ne peut intervenir que si cumulativement :

- il trouve son origine directe dans la survenance d'un évènement extérieur aux parties ;
- il n'était pas possible d'anticiper sa survenance lors de la signature du marché ;
- il bouleverse temporairement l'équilibre du marché.

Dans ces conditions, les tarifs proposés par le titulaire peuvent être acceptés par l'administration sur présentation de justificatifs prouvant et quantifiant le bouleversement de l'équilibre du marché.

Une fois acceptés, les nouveaux prix sont incorporés au marché sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

En tout état de cause, si la majoration des prix est supérieure au taux de 5%, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité et sans préavis, la partie non exécutée du marché, par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-FCS.

#### Modalités de règlement des comptes :

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues aux articles 11.4 et 11.7 du CCAG-FCS.

Les factures devront parvenir de manière mensuelle par saisie directe dans CHORUS.

La transmission des factures doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2011 déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'Etat sous forme dématérialisée.

Le Titulaire doit utiliser le portail Chorus accessible par internet à l'URL :

[Entreprise - Page d'accueil - Portail Chorus Pro \(chorus-pro.gouv.fr\)](http://entreprise-page-daccueil-portail-chorus-pro.chorus-pro.gouv.fr)

- i) En déposant ses factures dématérialisées
- ii) En saisissant en ligne ses factures sur le portail
- iii) Pour suivre l'avancement du traitement des factures dématérialisées par les services de l'Etat.

Ce service est gratuit.

Pour connaître les conditions techniques et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter les aides sur le portail internet. Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à :

[support.technique@chorus-factures.budget.gouv.fr](mailto:support.technique@chorus-factures.budget.gouv.fr)

[Fournisseurs.daeabc.dir-sg-sud-ouest@justice.gouv.fr](mailto:Fournisseurs.daeabc.dir-sg-sud-ouest@justice.gouv.fr)

Le fournisseur établit une seule facture récapitulative mensuelle.

Les factures seront réglées dans le délai maximum légal de 30 jours, à compter de leur réception au centre de paiement après constatation du service fait.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit les intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal, augmenté de 8 points ainsi qu'une indemnité forfaitaire de retard de 40€.

Les factures seront établies par les fournisseurs en mentionnant outre les mentions légales, les informations suivantes :

- ✓ Le nom ou la raison sociale du créancier
- ✓ L'adresse du créancier
- ✓ La référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers
- ✓ Le numéro de SIREN ou de SIRET
- ✓ Le numéro du compte bancaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement
- ✓ Le numéro CHORUS du marché
- ✓ Le numéro d'engagement juridique CHORUS indiqué sur le bon de commande
- ✓ La désignation de l'organisme débiteur
- ✓ Le détail des prix unitaires
- ✓ Le montant hors taxe des fournitures admises
- ✓ Les réfections conformément aux dispositions du marché
- ✓ Le montant et le taux de TVA
- ✓ Le montant total TTC des fournitures et prestations livrés ou exécutés
- ✓ La date de facturation

L'acheteur responsable du marché et l'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Bordeaux.

Le comptable assignataire est :

DRFIP Nouvelle-Aquitaine,  
24 rue François de Sourdis,  
BP 908,  
33060 Bordeaux cedex,  
Tél : 05 56 90 76 00

Désignation de l'adresse d'envoi des factures :

Service exécutant : CGFDJUS033  
SIRET Etat : 110 002 0011 00044

## Article 11.

### Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application d'un système forfaitaire.

Ces pénalités sont cumulables entre elles et elles sont dues quel que soit leur montant. Les pénalités seront mises en œuvre par le Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux qui notifie au Titulaire un décompte des pénalités par lettre recommandée avec accusé de réception.

Ces pénalités viennent en déduction des demandes de paiement correspondant aux prestations en cause, ou aux suivantes.

Le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours, à compter de la notification du décompte pour présenter ses observations ou demander une réunion à l'acheteur. Passé ce délai, il sera réputé avoir accepté l'application des pénalités.

Définition du manquement	Pénalité associée
Le défaut est caractérisé par la livraison en dehors des délais ou du calendrier contractuellement définis. Ce délai court à compter de la date de réception du bon de commande. Dans l'hypothèse où le titulaire se trouverait dans l'impossibilité de satisfaire aux conditions fixées par le CD d'Eysses, il doit l'en aviser immédiatement par tout moyen écrit pour attester de sa réception (courrier, courrier postal AR, remise en main propre AR). A défaut, la commande est réputée comme acceptée.	Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 30€ lorsque le retard excède d'une (1) heure, l'heure limite fixée par l'établissement. Si le Titulaire n'a pas informé du retard le CD d'Eysses, la pénalité forfaitaire prévue est de 50€ lorsque le retard excède d'une (1) heure, l'heure limite fixée par l'établissement.
Le prestataire devra être en mesure de palier au refus de réception de la part de l'établissement en proposant une solution de remplacement qui devra être acceptée par le CD Eysses et qui ne perturbera pas son bon fonctionnement. Le refus de réception sera dûment justifié par le bon de livraison. Le fait pour le prestataire de ne pas palier à cette éventualité	Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité égale à 5% du coût des produits livrés HT sur le bon de commande.

entraînera l'application de la pénalité associée.	
Le défaut est caractérisé lorsque les produits livrés sont non conformes à ceux annoncés.	Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité égale à 5% du coût des produits livrés HT sur le bon de commande.
Le titulaire ayant une obligation de résultat portant sur la livraison des produits, il est responsable des risques liés au transport, livraison, déchargement, déballage, enlèvement et mis au rebus des déchets et mise en sécurité des produits objets du marché.	Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 30€ par défaut dans le transport, la livraison, le déchargement, le déballage, l'enlèvement et la mise au rebus des déchets, et la mise en sécurité des produits objets de la prestation.
Le titulaire doit prévenir le CD d'Eysses ou le référent régional restauration de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux, de tout changement qui affecterait la mise en œuvre du marché (rupture d'approvisionnement, changement de produits, grammages)	Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 30€ par défaut dans la non intervention d'un changement qui pourrait affecter la mise en œuvre du marché.
Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions en vigueur du Code du travail notamment celles relatives au travail dissimulé, ainsi que tout autre disposition législative ou réglementaire lui étant applicable.	En cas de non-respect de ces dispositions, et conformément au Code du travail, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité spécifique. Le montant de cette pénalité sera, au plus égal à 10% du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application du Code du travail.

## Article 12.

### Exécution aux frais et risques

En cas de non-exécution d'une partie des prestations, le pouvoir adjudicateur se réserve de la faire exécuter, après mise ne demeure préalable assortie d'un délai d'exécution, et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire.

En effet, en cas de défaillance ponctuelle du prestataire, l'établissement pourra se fournir chez un autre fournisseur et la dépense sera à la charge du titulaire.

## Article 13.

### Résiliation du marché

Les dispositions du CCAG-FCS relative à la résiliation du marché sont applicables de plein droit.

## **Article 14.**

### **Litiges**

En cas de litige, le droit français est le seul applicable. Le Tribunal administratif de Bordeaux est le seul compétent.

*Tribunal administratif de Bordeaux,  
9 rue Tastet,  
33000 Bordeaux*

En cas de litige sur l'interprétation, l'exécution ou le règlement du présent marché, à l'exclusion et pour ce qui le concerne, des cas relevant de l'application de plein droit par l'acheteur des dispositions du CCAG-FCS et des pénalités prévues au présent CCAP, les parties conviennent de rechercher un accord amiable.

Dans le cas où aucun accord conventionnel n'a pu être trouvé, et conformément à l'article 46 du CCAG-FCS, les parties saisissent le Comité consultatif de Règlement Amiable territorialement compétent.

Le recours juridictionnel n'est possible qu'après épuisement des voies de recours amiables. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

## **Article 15.**

### **Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »**

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1<sup>er</sup> juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

A s'intéresser au parcours national des achats responsables ;

A construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;

Au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement

A s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

A cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière et notamment :

- ✓ La signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »
- ✓ L'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables »
- ✓ Et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

## **Article 16.**

### **Action d'insertion sociale**

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. L'acheteur incite les candidats dans le cadre de l'exécution du marché à développer des actions d'insertion sociale.

## **Article 17.**

### **Développement durable**

Le traitement, le retraitement ainsi que l'évacuation des déchets, quelle que soit leur nature, sont de la responsabilité du titulaire.

Tous les coûts inhérents à ces opérations sont inclus dans les prix forfaitaires mentionnés au BPU.

Le titulaire respecte la réglementation applicable concernant le traitement, le retraitement et l'évacuation des déchets. Il communique sans délai, tous les documents et justificatifs nécessaires demandés par la DISP de Bordeaux.

Il veillera au respect de la réglementation sur l'émission de CO2 autorisé des véhicules de transport qu'il utilise, ainsi qu'à la validité du contrôle technique obligatoire.

La DISP pourra à tout moment du marché demander les justificatifs du respect de ces règles.

## **Article 18.**

### **Dérogation au CCAG-FCS**

- ✓ Dérogation à l'article 10.2 du CCAG-FCS concernant la révision des prix.
- ✓ Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS concernant l'application des pénalités.